

Paris, January the 3rd, 1974

Dear Mary. Alice

Attached is a copy of the document we gave to the "Comité de rédaction", Saturday 2th décembre.

- On page (6), the first sentence is not clear it should be

"laquelle? Nous ne ferons pas ici le bilan du PST. Le bilan a été fait dans le document "Argentine. Bolivie, Bilan" ainsi qu'un parallèle des positions du PRT(c) et du PST depuis le qu- C.M. des camarades peuvent s'y référer."

- page (14) which is the last page, is missing. But it is short. It should be:

"répondra. Si la majorité ne tire pas ^{les} ~~de~~ leçons de l'expérience de la 4^e en Amérique - Latine, si la majorité persiste dans ses erreurs méthodologiques, si, celles-ci sont votées au 10^e Congrès mondial, le document européen amènera le même désastre à nos sections européennes que la résolution de 69 en Amérique - latine.

le 20 décembre 73,

Mona - Hugo - Guillaume. >>

I hope that you will send us news about the special Convention of the swp.

Best regards

Mona

Pourquoi nous soutenons la Fraction Léniniste-Trotskyste (FLT)...

Le but de ce texte:

Nous ne reprendrons pas ici le bilan de la direction en ce qui concerne ses carences dans la préparation du 10ème C.M. dans la section wallonne. Sur ce point - au moins - les critiques formulées dans le texte "contre le courant" sont très justes. Cependant nous insisterons sur le fait que ces carences n'ont pas été rectifiées, même si le débat à présent a commencé. Au retard dans le débat, à la méconnaissance des véritables positions de la FLT, s'ajoute un autre problème. Le débat passe au dessus de la tête des militants de base. Ceci est dû au fait que la direction ne cherche pas à combler le fossé qui existe entre le rôle considérable qu'elle joue dans la tendance majeure et le débat internationale et la non-préparation et manque de participation des militants de base à ce débat. Le niveau des discussions dans les A.G. est un indice.

Pour toutes ces raisons nous voulons reprendre quelques points de la discussion, les approfondir. Le but de ce texte n'est pas de prendre positions par rapport à toutes les questions débattues, ni d'élaborer, mais de participer à la discussion...

PARTIE I: 2 lignes, 2 orientations.

DE L'AMÉRIQUE-LATINE....

I) le tournant du 9ème CM

La ligne votée au 9ème CM - la préparation et le déclenchement de la guérilla - était basée sur une erreur fondamentale: la résolution de 69 n'a pas pris en compte la réalité de l'Internationale et de ses sections dans ce continent. Or cette réalité est un élément clé dans l'élaboration d'une orientation correcte. Dans la hâte pour une percée, à la recherche d'un raccourci à la construction du parti révolutionnaire de masse, la majorité a fait abstraction des véritables problèmes qui se posaient à nos sections. Cette abstraction a eu de graves conséquences pour le POR ou le PRT(C) qui ont appliqué cette ligne et pour l'Internationale entière.

La résolution de 69 n'a pas pris en compte la réalité de nos sections et pour cause. La guérilla était basée sur l'illusion que quelques centaines de militants pouvaient produire l'étincelle à la prise du pouvoir par les masses: "Dans une situation de crise pré-révolutionnaire comme celle que connaît actuellement à l'échelle continentale l'Amérique-Latine, la guérilla peut effectivement stimuler une dynamique révolutionnaire, même si l'initiative apparaît au début comme venant de l'extérieur ou unilatérale (ce fut le cas de la guérilla bolivienne du Che)" - résolution Amérique-Latine, fascicule (a) - p 20 - souligné par nous. C'était une illusion largement répandue sur le continent depuis la révolution

cubaine. Mais c'est une illusion qui mène à la déroute. En cherchant un "front unique" avec les organisations castristes, la majorité a accepté l'erreur stratégique du castrisme c'est à dire: elle à cru que la stratégie castriste était possible !! Ceci explique, entre autre, l'attitude de la majorité par rapport au PRP(C) et les actions que ce groupe a mené. Le PRP(C) qui était très récemment encore la section officielle de la 4 se déclarait publiquement castriste et aussi non trotskyste (voir El Único Camino, qui était sorti avant 69). La majorité n'a jamais engagé une polémique sérieuse avec ces camarades ou critiqué leurs actions. Nulle part elle a dit aux camarades du PRP(C) que leur stratégie, leurs conceptions castristes NE MÈNERONT PAS VERS UNE VICTOIRE REVOLUTIONNAIRE!! Aujourd'hui cette organisation a reconnu que le castrisme n'a rien en commun avec la 4, même si les 2 se situent dans le camp de la révolution. Peut-être que la majorité, à son tour le reconnaîtra.

En rejetant la réalité de nos sections, la résolution de 69 projetait une ligne qui ne pouvait être assumée par nos camarades boliviens, cette ligne a coûté cher au POR (répression et départ de camarades des rangs de la 4). L'orientation fondamentale du POR était la ligne de guérilla, d'une façon propagandiste vu qu'il n'avait pas les capacités de l'assumer autrement (voir le rapport de Sabado et Enero). Son travail autour d'une série de revendications transitoires parmi les travailleurs boliviens fut toujours considéré totalement secondaire et mené d'une façon exclusivement propagandiste. Pourtant la mobilisation de masse sans précédent depuis 52, ká: l'apparition d'un embryon de double pouvoir (évidemment déformé par sa direction réformiste), la division de l'armée et la paralysie de la bourgeoisie ont posé concrètement la question de l'armement des masses et ont offert des possibilités sans précédent pour créer un pôle révolutionnaire et regrouper les travailleurs boliviens sous les drapeaux de la 4. A cause de la conception castriste de la prise du pouvoir votée par la majorité en 69, et le refus d'une agitation conséquente autour d'un programme transitoire pour faire avancer la lutte des travailleurs, le POR est passé à côté du mouvement de masse et la possibilité de ~~construire~~ construire un parti révolutionnaire de masse. Lors du soulèvement d'octobre, le POR était hors des mouvements de masse. Sans ligne politique correcte, sans programme concret pour l'armement des masses à travers leurs luttes, sans capacités organisationnelles, le POR a adopté une position sectaire ultra-gauche. Un des exemples frappants est l'attitude du POR par rapport à l'Assemblée Populaire comme "tribune". Un autre exemple est quand l'Assemblée Populaire adopta une résolution décidant l'organisation clandestine de milices ouvrières. Cette résolution sectaire et opportuniste fut soutenue et par les réformistes et par nos camarades du POR. Sectaire parce que ce qui était nécessaire à ce moment était une large campagne sur la nécessité d'organiser des milices ouvrières et d'organiser la grande majorité des ouvriers. Opportuniste parce que concrètement cela signifiait que les masses ne seraient pas armées.

Les réformistes ont voté pour cette résolution parce qu'ils ne voulaient pas armer les masses réellement, mais uniquement apparaître comme révolutionnaires. Les camarades du POR la votèrent car ils ne croyaient pas à d'autres voies pour l'armement de l'avant-garde que par les voies clandestines.

Ce sectarisme ultra-gauche du POR se transforma en opportunisme droitier quand, ~~xxx~~ après la chute de Terrés, le POR entra un front programmaticue (possédant un projet gouvernementale) avec les traîtres du mouvement ouvrier, Major Sanchez et Terrés lui-même.

Mais si le travail du POR n'a jamais dépassé un stade propagandiste, les actions menées par le PRT(C)-ERP dépassent largement la propagande ... au sens stricte du terme. Les expropriations, les enlèvements, les distributions de vivre sont censés servir d'exemples à la classe ouvrière argentine sur la nécessité de la lutte armée pour la prise du pouvoir. Mais dans la mesure où les masses sont nécessairement spectatrices, ces actions passent inévitablement à côté du cœur du problème: L'armement des masses ~~x~~ dans leurs luttes.

Ce n'est pas à travers des exemples - dans le fond paternalistes - que la classe ouvrière prend en main la question décisive de son auto-défense. C'est à travers les expériences vécues par les travailleurs, à travers l'organisation de piquets de grève, la prise en charge de l'auto-défense des manifestations, ou des locaux syndicat~~x~~ que les embryons de milices ouvrières se forment. Mais le PRT(C) est totalement absent des ~~syndicats~~ et des luttes ouvrières: "Aujourd'hui, il n'existe aucun courant du PRT(C) qui fonctionne dans les syndicats" (Rapport de Sabado et Enero).

Croire que l'armement des masses passe à travers l'activité de quelque détachements armés de militants hors des luttes de masse relève d'une illusion. Car la question de l'organisation de l'auto-défense de la classe ouvrière est inséparable de la lutte pour la direction politique de la classe ouvrière. La prise en charge de la défense d'une grève est indissociable de la question de l'organisation démocratique de la grève et de la lutte politique contre la bureaucratie syndicale. Les expériences d'auto-défense des paysans de Chapymaio sous la direction d'Hugo Blanco, des ouvriers de Chocon, de Mar del Plata, de San Nicolas, San Francisco, dirigés par le PST sont la preuve sans équivoque que seule une direction politique révolutionnaire peut éduquer la classe ouvrière, face à la répression, de sa propre force et sa propre voie vers la victoire .

La question de la prise en charge de l'auto-défense exige évidemment que le parti se dote d'un réseau de militants et d'une expérience sur cette question. Les militants chargés de l'auto-défense du parti et des actions menées par lui, doivent chercher à faire prendre en main l'auto-défense par les travailleurs eux-mêmes et toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, et toujours à travers les expériences de la lutte de la classe ouvrière, même si c'est les militants du parti qui l'assument en grande partie. Qu'il y ait des défaites

partielles, c'est inévitable. Mais le parti ne peut se substituer à la prise en charge de la prise en charge de la défense des travailleurs par eux-mêmes. Aussi longtemps que la classe ouvrière fait confiance dans sa direction réformiste, notre bataille est fondamentalement politique. Les revendications et mots d'ordre, l'organisation démocratique et la défense d'une grève sont les bases politiques de la lutte.

En Argentine, même la bureaucratie syndicale organise - parfois - des piquets de grève, mais se bat farouchement contre l'organisation démocratique de la grève. Notre rôle dans ce cas est de démontrer aux travailleurs que tant que ces piquets d'auto-défense ne sont pas organisés par l'ensemble des travailleurs, ils ne servent que les intérêts des bureaucrates qui les subordonnent à leurs manœuvres collaboratrices, négociations et trahisons.

Pour illustrer ^{tout} ce que nous venons de dire nous citerons un passage de "Discussions sur le programme de transition-Léon Trotsky-(classique rouge 11 p 22):

Question - Comment lancer pratiquement les groupes de défense?

Trotsky - C'est très simple. Vous avez un piquet de grève. Lorsque la grève est terminée nous expliquons que nous devons défendre notre syndicat en rendant ce piquet de grève permanent.

Question - Est-ce que le parti doit créer lui-même le groupe de défense avec ses propres membres?

Trotsky - Les mots d'ordre du Parti doivent être placés là où nous avons des sympathisants et des ouvriers qui nous défendront. Mais un parti ne peut créer une organisation de défense indépendante. La tâche consiste à créer de tels organismes dans les syndicats."

La bataille politique pour la direction de la classe ouvrière exige une analyse scientifique des thèmes et formes de lutte dans chaque pays afin d'élaborer une intervention dans les luttes à mener, pour les faire avancer, et pour recruter l'avant-garde à notre parti. Cette intervention se base sur la méthode ^{d'un} programme globale de direction politique alternative à celle des réformistes.

C'est précisément cette analyse et cette orientation que la majorité a refusé de formuler dans la résolution de 69. Nous reviendrons ultérieurement sur la méthode de la majorité.

Armement et répression en Amérique-Latine:

Dans les attaques dirigées contre la fraction, la majorité s'attaque particulièrement au PST, section sympathisante de la 4 en Argentine. Signalons pourtant que l'écrasante majorité des camarades ne sont pas familiers avec la politique de cette organisation. Jamais un seul texte, une seule résolution du PST nous ^{ont} été communiqués, et combien de camarades lisent le journal de cette organisation? Combien de fois ROUGE en l'espace de 4 ans a publié un seul article ou une seule information sur le PST ou les grèves qu'ils ont dirigées? pas une seule fois! Aujourd'hui il semble que la direction, dans sa lutte fractionnelle, ait décidé de commencer à parler de cette organisation. Pourtant les camarades sont dans l'incapacité totale d'en discuter,

le juger ou de vérifier les faits par soi-même. Ces pratiques nous enseignent sur comment la majorité compte "gagner" au prochain C.M. Pourtant puisque nous discutons de la ligne du 9eme congrès mondial et de ses résultats ainsi que du test qu'elle a subi en Argentine et en Bolivie, la tâche immédiate de la majorité est de nous expliquer qu'est devenue la section officielle de la 4, section particulièrement défendue par la majorité depuis le 9eme congrès mondiale. Pourquoi a-t-elle rompu avec la 4, avec le trotskysme? Nous attendons encore le moment où la majorité tirera un vrai bilan de sa politique en Amérique -Latine et donnera une véritable explication du processus qui a amené le PRT(C) à rompre avec le trotskysme. La majorité avait-elle prévu ce processus? dans quel document? Quelle explication politique donne-t-elle de la dégénérescence du PRT(C) alors qu'aux dires mêmes de la majorité cette section était la section modèle qui (Qu moins jusqu'en 71) appliquait de façon correcte la ligne du 9eme congrès mondial? ou bien la majorité n'a-t-elle pas d'explications à nous fournir sur la "soudaine" dégénérescence politique du PRT(C), et considère t-elle qu'il faut tourner la page et parler d'autre chose?

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Quiconque familier avec les événements qui se sont déroulés en Argentine depuis le 9eme congrès mondial, le "cordobazo", "rozarío", la lutte de classe au jour le jour, la lutte contre le Péronisme, quiconque connaît les positions du PRT(C) et du PST face à ces événements et la façon dont chacun des 2 groupes participaient à la lutte de classe, reconnaîtrait que la ligne et les positions de la section sympathisante étaient sans aucun doute et sans comparaison plus correctes que celles du PRT(C). C'est la section sympathisante qui avait prévu le "Cordobazo", c'est elle qui avait mis en avant les méthodes de lutte nécessaires aux masses pour affronter le régime, pour résister aux forces de répression, pour coordonner et étendre les actions et la lutte. Juste avant le "Cordobazo" le PRT(C) expliquait encore "pas de meetings publics, pas de concentrations massives là où nous n'avons pas les forces militaires capables de résister aux forces répressives du régime. Dans l'intervalle nous devons nous renforcer à travers des milliers d'escarmouches et d'actions clandestines qui les affaibliront..." Selon la majorité, laquelle des 2 organisations avait-elle prévu le "Cordobazo", laquelle a été capable d'intervenir correctement? Est-ce le PRT qui n'avait aucun programme pour entraîner les masses et les aider à avancer vers les formes de lutte supérieure, le PRT qui proposait aux masses d'attendre patiemment, les bras croisés, jusqu'à ce que le problème militaire soit résolu à travers la lente accumulation de guérilleros? Ou bien le PST qui avait prévu et compris l'importance du mouvement qui allait s'étendre vers tout le pays en une demi-insurrection? Ou bien y avait-il selon la majorité une 3eme position? Et laquelle? Dans les attaques dirigées contre le PST, à propos des élections, la majorité en fait ne s'attaque qu'aux aspects tactiques utilisés par le PST lors de sa participation aux élections (discours de Ceral, 30% candidats ouvriers...). Mais la majorité ne se prononce pas sur le problème de fond. Nous demandons à la majorité de répondre à cette question: fallait-il participer ou pas aux élections? Là est la question, car dans le cas où il ne fallait pas y participer, ce n'est pas uniquement les tactiques utilisées par le PST qui étaient erronées mais toute leur ligne politique. Fallait-il s'abste-

document "Argentine-1973", "1973" qui se réfère aux discussions du 11-12-73 du PST depuis le 9ème C.M. Les camarades peuvent s'y référer.

Evidemment la problématique en Amérique - Latine est complexe, et les problèmes posés par les coups d'états en Bolivie, Chili, Uruguay, sont réels.

D'une façon sanglante, ces coups ont vérifié l'analyse en ce qui concerne le recours de la bourgeoisie aux coups d'état pour empêcher le développement des mouvements révolutionnaires de masse. Mais personne dans l'Internationale a jamais nié cette analyse. D'ailleurs cette analyse en question n'est pas (un phénomène) ou une tendance nouvelles : c'est un élément permanent sur le continent depuis longue date. Mais la position des camarades de la LTF est que cette analyse générale est insuffisante pour en tirer nos tâches immédiates. La vision de la majorité était schématique et simpliste. Dans une résolution qui ne prévoyait que la répression, le mouvement de masse, l'ouverture de périodes (ou phases) de démocratie relative, le processus révolutionnaire de la radicalisation de la classe ouvrière étaient minimisés. L'orientation vers le déclenchement de la guérilla leur a - de fait - accordé une place secondaire. Mais c'est justement dans les pays mentionnés dans la résolution de 69 que le mouvement de masse a connu le plus d'ampleur, posant ainsi concrètement la question du pouvoir. Les développements en Bolivie correspon^{ent} à une radicalisation profonde, à la mobilisation de la classe ouvrière, à une période de crise révolutionnaire. La bourgeoisie sous la pression de ce puissant mouvement de masse fut obligée d'accorder des concessions de plus en plus grandes et d'ouvrir une phase de légalité. La façon dont le gouvernement Torrès est arrivé au pouvoir - à travers l'intervention active des masses et leur soulèvement - la façon dont l'Assemblée Populaire a surgi de la lutte même montrent que la crise révolutionnaire avait atteint un point critique. Le régime Torrès était le produit de la terreur que la classe ouvrière inspirait à la bourgeoisie. La prise du pouvoir par le prolétariat était une possibilité réaliste. Pour transformer cette possibilité en réalité, il fallait utiliser les progrès accomplis par le mouvement insurrectionnel pour armer les masses. Mais en l'absence d'une direction révolutionnaire, le mouvement de masse ne pouvait pas résoudre la question du pouvoir. Le mouvement piétinait, la bourgeoisie reprit l'offensive et déclencha son coup d'état. Ne voir dans tout ce processus que le coup d'état relève d'un défaitisme totale qui nie en fin de compte nos propres responsabilités par rapport au mouvement de masse et les capacités d'un tel mouvement puisque par avance il est "condamné" à la défaite. Or le rôle ^{du} parti joue dans les mobilisations de masse a une importance fondamentale durant cette phase d'équilibre instable où ni la bourgeoisie ni le prolétariat ne peuvent emporter la victoire décisive. Les développements de ces mobilisations ont une influence directe sur les possibilités de la bourgeoisie de lancer sa contre offensive et les capacités réels de la classe ouvrière à riposter.

La construction d'une direction révolutionnaire reconnu* par les travailleurs exige une bataille politique permanente. En 69, la majorité n'a pas reconnu l'importance de cette bataille politique. En fait la majorité croyait même que cette

bataille politique avait été résolue grâce à l'influence de la révolution cubaine et sa direction...etc (cf le débat entre voies révolutionnaires et voies réformistes est dépassé en Amérique-Latine, ou la partie de la résolution de 69 qui développe sur le rôle de la paysannerie et son niveau de conscience...). Cette erreur provient d'une surestimation du castrisme. En ce sens le texte du camarade Beauvais est "l'auto-critique" la plus poussée d'un membre de la majorité. Une grande partie de cette auto-critique ne fait que confirmer le bien fondé des critiques que la LTF a développé depuis le 9eme C.M. D'autre part, il est clair aussi que la majorité n'est pas homogène en ce qui concerne les points développés dans le texte du camarade Beauvais. Sous certains aspects ce texte déchire le voile sur l'orientation véritable de la résolution de 69, mais refuse d'en tirer les leçons.

En 69, l'avant-garde large sur le continent latino-américain consistait largement en militants radicalisés par la révolution cubaine et directement ou indirectement sous l'influence idéologique ou organisationnelle des organisations castristes. Dans la recherche de la conquête de l'hégémonie dans cette avant-garde, la majorité s'est adaptée non seulement au courant castriste mais à accepté la stratégie castriste comme possible et l'a fait sienne ("En fait le problème est là: d'avoir considéré la stratégie cubaine comme possible, comme une stratégie pouvant mener à la victoire , alors que la victoire à Cuba même, avait profondément changé les conditions de la lutte"-souligné dans l'original-doc de Beauvais "connaître ses propres faiblesses pour mieux battre la minorité" p 19 -). C'est une réaffirmation pure et simple des critiques de la LTF. Evidemment le camarade Beauvais n'en tire pas les mêmes conclusions, mais fixe dans son document comme "nouvelle" perspective: gagner l'hégémonie au sein de la nouvelle avant-garde post-cubaine... "la tâche historique de la IV Internationale aujourd'hui en Amérique-Latine c'est de gagner cette nouvelle génération de militants qui commence à apparaître partout dans le continent" doc Beauvais p 13-III. A la question comment? le camarade Beauvais répond "à partir d'une orientation stratégique qui réponde effectivement et concrètement aux besoins de ces nouvelles avant-gardes latino-américaines" idem p 14.

Comme dans le document européen, cette orientation en Amérique-Latine est notre tâche historique "parceque si cette avant-garde n'est pas gagnée dans sa majorité au marxisme révolutionnaire, ce sera une fois de plus après la génération des années 60, une génération dont l'essentiel de ceux qui la composent sera perdu. Et le temps est compté..."

C'est exactement la même orientation et la même méthode catastrophiste qui est élaborée dans le document européen, c'est la même abstraction en ce qui concerne la composition de cette "nouvelle-avant-garde". C'est une orientation qui présente les mêmes dangers d'adaptation que la résolution de 69, et pour les mêmes raisons. Une fois de plus, nous ne nous orientons pas vers les besoins objectifs de la classe ouvrière, mais vers les préoccupations - basculantes entre l'ultra gauchisme et

l'opportuniste - de cette "nouvelle avant-garde".

... A l'Europe.

Sur l'orientation vers l'avant-garde à caractère de masse.

Si l'exemple de la résolution de 69 et son application en Bolivie et en Argentine reste l'exemple le plus clair de l'adaptation politique de la 4ème Internationale (sous la direction de la majorité) aux divers courants ultra-gauches ou opportunistes qui s'expriment dans "l'avant-garde large", les exemples de cette orientation en Europe sont les signes clairs d'une extension de la ligne du 9ème C.M. à d'autres secteurs de la révolution mondiale.

L'intervention de plusieurs sections européennes quant à l'éducation politique de l'avant-garde se traduit plutôt par un suivisme aux fluctuations du processus contradictoire de la montée révolutionnaire en Europe. Soit vers l'ultra-gauchisme soit vers l'opportunisme, les fluctuations de notre ligne correspondent souvent à une adaptation à l'ambiance dominante au sein de notre avant-garde. Cette adaptation représente un obstacle à notre travail de masse, que ce soit dans la défense des luttes révolutionnaires des peuples à travers le monde ou dans la construction de tendance syndicale lutte de classes.

Ce qui est nécessaire est une analyse scientifique du processus contradictoire de la montée révolutionnaire, les formes et thèmes de luttes apparus dans les différents pays, et surtout une analyse de fond des divers couches radicalisées qui composent cette "nouvelle avant-garde". Un bilan de la section wallonne depuis 69 s'impose car nous ne pouvons pas continuer à progresser empiriquement. Ce bilan a déjà été tiré pour l'Angleterre, Irlande, Espagne, Danemark, ainsi que sur la radicalisation de la jeunesse, et le mouvement de libération des femmes (cf BI anglais no. 23, 17, 18, 24, 19, 22), par des camarades de la LTF. Mais le refus de la majorité à le faire pose inévitablement un autre débat. Nous n'allons pas tirer ici un bilan complet des activités de la section wallonne. Nous nous contenterons de citer quelques exemples qui n'ont pour but que d'illustrer les dangers déjà mentionnés, d'adaptation et de suivisme dans notre intervention vers l'avant-garde large.

a) Les législatives:

L'orientation qui consistait à regrouper l'avant-garde large et dans ce cas précis son éducation dans la voie non-électorale a permis une simplification de la politique des réformistes dans la bataille de la violence révolutionnaire contre le légalisme. Cette bataille est passée largement à côté des problèmes concrets d'une alternative politique globale. L'importance de cette campagne n'était pas seulement l'impasse stratégique des réformistes mais la politique de trahison que prend cette stratégie dans sa forme Union de la Gauche. S'il est vrai que la dénonciation de la stratégie parlementaire des réformistes doit être un des axes de notre campagne, cette dénonciation devient réel seulement dans la mesure où

notre organisation peut présenter une alternative politique à celle de collaboration de classe de l'union de la gauche. Une formule de gouvernement concrète était nécessaire. Tant que la classe ouvrière ne comprendra pas la nécessité de son indépendance, elle ne réalisera jamais son émancipation. Que de fois le prolétariat a connu des défaites pour cette raison justement? Dénoncer le légalisme des réformistes est une tâche fondamentale dans l'éducation des masses. Mais croire que le seul point de clivage entre les réformistes et les marxistes révolutionnaires réside dans l'incapacité des réformistes à prendre les armes à la main relève d'une simplification dangereuse de la politique du ~~XXXXXX~~ stalinisme et du réformisme en générale. Le vote des marxistes révolutionnaires au 2ème tour pour des candidats bourgeois découle du fait que ~~xxx~~ nous nous sommes uniquement préoccupés du débat au sein de l'avant garde et de ses préoccupations (violence révolutionnaire/voie légaliste) et que nous avons complètement négligé de dénoncer le caractère de collaboration de classe de l'union de la gauche et de présenter nos mots d'ordre de transition et une formule gouvernementale à la classe ouvrière. Le bureau de rédaction a reconnu son erreur (vote pour les radicaux de gauche) dans sa réponse au comité politique du SWP, mais il n'en a pas cherché les causes... Notre adaptation aux préoccupations de l'avant-garde nous a empêché de présenter à la classe ouvrière une alternative politique globale à celle de l'Union de la gauche.

b) La campagne en défense de la révolution vietnamienne:

Si la plupart des mots d'ordre mis en avant par notre organisation étaient correctes (ceux qui portaient sur notre soutien totale à l'auto-détermination du peuple vietnamien, la dénonciation du rôle de l'impérialisme US et français dans la guerre et l'offensive contre révolutionnaire), le mot d'ordre "victoire au GRP-FML" représentait une adaptation à l'avant garde en milieu jeunesse scolarisée, la base militante de nos mobilisations. Ce mot d'ordre demandait un appui à la direction de la lutte du peuple vietnamien, et de ce fait excluait les militants anti-impérialistes français qui ne soutenaient pas cette direction dans la participation dans les mobilisations. Les besoins objectifs des masses vietnamiennes était une solidarité de masse à l'échelle internationale. qui chercha-t-on à mobiliser dans la défense du peuple vietnamien et vers qui nous sommes - nous dirigés?

Evidement il fallait se distinguer du PC. Mais la politique du PC sur cette question était des manifestations ponctuelles qui, dans le fond ne faisaient qu'appuyer leur stratégie électoraliste. Le point de démarcation par rapport au PC était justement la construction d'un mouvement de masse, la mobilisation permanente, avec les ~~x~~ méthodes de lutte prolétariennes. Dans la mesure où notre travail s'orientait vers les préoccupations de l'avant-garde large, quand l'avant-garde ne croyait plus que le Vietnam restait la clé de voute de la révolution mondiale et s'est retirée de la scène, nous avons laissé tomber la plupart de notre travail sur la question vietnamienne. Depuis ce temps notre propre agitation en défense de la révolution vietnamienne est devenue ponctuelle et minoritaire (quasi inexistant). Aux camarades

qui contrecarrent notre travail en faveur de la révolution vietnamienne à celui du SWP et justifient notre tactique par l'absence de mobilisation aux USA du mouvement anti-guerre... qu'est devenu notre PSI?

1) Le 21 juin:

L'action du 21 juin était la substitution de l'avant-garde large à un travail conséquent et une mobilisation de masse. Cette action a cherché à mobiliser certains de l'avant-garde sur ses propres conceptions ultra-gauches de la violence révolutionnaire naïve. En fait cette action a montré l'incapacité de l'ex-Ligue communiste à mobiliser les masses et à mener une campagne conséquente contre les bandes fascistes. Pourquoi Rouge n'a pas mené le même genre d'action pour le meeting des fascistes du 19 décembre? Est-ce parce que le gouvernement a interdit en même temps le meeting fasciste du 19 et la contre-manifestation des anti-fascistes? Et une fois cette interdiction, qu'est ce que nous avons fait? Rien.

Croire aujourd'hui que l'action du 21 juin était correcte et fut bien menée parce que le PC a appelé à riposter contre le meeting du 19 et parce que le pouvoir a interdit le meeting fasciste, c'est ne pas voir la manoeuvre opportuniste du PC et son incapacité à mener réellement une bataille conséquente contre le fascisme, son désir de paraître comme le seul défenseur des intérêts de la classe ouvrière, c'est ne pas voir non plus pourquoi le gouvernement bourgeois a interdit un meeting fasciste et le désir de ce gouvernement d'apparaître comme arbitre...

Appeler le gouvernement à interdire le meeting fasciste est politiquement incorrecte. Nous n'appelons pas la bourgeoisie à utiliser sa répression. Conférer le droit à la bourgeoisie d'interdire des organisations fascistes, racistes ou extrémistes, c'est permettre à la bourgeoisie de juger et d'interdire quelles sont les organisations qui lui semblent fascistes, racistes ou extrémistes...

C'est à l'avant garde du mouvement ouvrier d'appeler la classe ouvrière à interdire les meetings fascistes et les bandes fascistes. Trotsky aborde ce problème dans sa déclaration " Why I consented to appear before the Dies Committee " dans Les écrits de 1939-40 (pages 51-52 Hérit Publishers). Nous faisons la traduction de ce passage :

"Etant un ennemi irreconciliable non seulement du fascisme mais aussi du Comintern d'aujourd'hui, je suis en même temps fermement contre la dissolution de l'un ou de l'autre. La dissolution des groupes fascistes aurait inévitablement un caractère fictif: en tant qu'organisations réactionnaires, elles peuvent aisément changer de couleur et s'adapter à n'importe quelle forme d'organisation puisqu'elles ont la sympathie considérable des sections influentes de la classe dirigeante et de l'appareil d'état et que ces sympathies augmentent inévitablement en périodes de crises politiques."

Quelques lignes plus loin, dans un paragraphe intitulé " Toute répression est utilisée contre la classe ouvrière " Trotsky continue : " sous les conditions de

Le régime bourgeois toute répressif qu'il soit, même par rapport à la liberté, peu importe contre qui elle est dirigée, s'abat inévitablement contre la classe ouvrière particulièrement contre ses éléments les plus avancés. C'est une loi historique. Les ouvriers doivent apprendre à distinguer leurs alliés de leurs ennemis selon leur propre jugement et non ~~XXL~~ selon le jugement de la police".

C'est ainsi qu'après le 21 juin le gouvernement a dissous non seulement l'Ordre Nouveau mais aussi la Ligue Communiste. C'est ainsi que le 19 décembre le gouvernement a interdit le meeting fashiste, ainsi que la contre manifestation. Le PC est apparu aux yeux des masses comme leur véritable défenseur sans avoir eu à mener la moindre lutte contre le fashisme. Quant à nous, nous avons été incapables de dénoncer l'opportuniste du PC, ou de présenter un programme de lutte anti-fashiste.

e) Et encore...

A ces exemples s'ajoutent toute une série de carences: l'absence totale d'une agitation en défense de la lutte du peuple irlandais, l'absence d'une agitation permanente sur la question de la libération des femmes, l'absence de travail vers les minorités nationales, ^(c'est-à-dire travail immigré) l'absence d'une alternative claire à l'Union de la gauche. Ces carences relèvent soit d'une ~~XXXXXX~~ incompréhension de l'importance de ces luttes dans la montée révolutionnaire en Europe et de la nécessité de les impulser pour avancer cette montée, soit d'une réponse purement propagandiste à plusieurs millions de révolutionnaires potentiels prêts à se mettre en lutte ou déjà entrés en lutte de façon isolée et ponctuelle. On ne peut éluder ces questions dans la formation d'une tendance lutte de classes. Ces questions représentent d'une façon plus large une dynamique de lutte dans les intérêts du prolétariat. Ne pas reconnaître l'importance de ces luttes relève d'un pseudo-ouvriérisme sectaire. En tant qu'avant-garde du mouvement ouvrier, nous devons être les premiers à reconnaître l'importance de l'impulsion de ces luttes. Mais le document européen leur tourne le dos.

Ces quelques exemples illustrent dans une certaine mesure notre ligne, qui vise à regrouper une avant-garde très hétérogène, par une adaptation aux préoccupations de certains courants au sein de l'avant-garde. Les dangers à court et à long terme de cette orientation sont claires: une révision du marxisme révolutionnaire dans une organisation basculant à droite et à gauche empiriquement suivant les pressions exercées par le processus contradictoire de la montée révolutionnaire. Notre orientation devrait chercher à recruter et à éduquer l'avant-garde à travers les expériences de lutte des divers couches radicalisées et des secteurs combattifs de la classe ouvrière. Cette orientation vise à recruter l'avant-garde large en l'éduquant sur la nécessité d'un travail de masse pour avancer la lutte de classes, en partant des besoins objectifs de la classe ouvrière. Probablement qu'au début, nous ne regrouperons que les éléments les plus radicalisés des divers couches sociales et que notre travail d'éducation et de recrutement de divers courants dans l'avant-garde sera long. Mais ce n'est pas une raison pour "théoriser" nos faiblesses. Car la question n'est pas si oui ou non nous voulons gagner l'avant garde mais COMMENT et sur quelles bases.

En ce sens le document européen confond le but avec le moyen. La problématique d'un travail de masse n'est pas une question numérique, mais politique. La formulation de mots d'ordres corrects, d'une intervention autour d'un système de revendications transitoires et démocratiques qui feront avancer la lutte de classes à l'échelle nationale et internationale, ne peuvent être repoussées jusqu'au jour où nous aurons une implantation solide dans la classe ouvrière, une audience de masse, des capacités organisationnelles pour la mobiliser dans la lutte pour le pouvoir. Nous ne pouvons pas continuer à progresser empiriquement. Ce sont les problèmes quotidiens et immédiats pour la construction du parti révolutionnaire. Gagner l'hégémonie au sein de l'avant-garde large exige une bataille permanente d'éducation politique de cette avant-garde. La construction du parti révolutionnaire ne se fera que sur une orientation vers l'unification de la classe ouvrière à travers son indépendance politique et son organisation démocratique, dans un travail de masse qui réponde concrètement à ses besoins immédiats et historiques.

PARTIE II : SUR LA METHODE.

La résolution Amérique-latine et le document européen résultent d'une même erreur méthodologique. En trépanant correctement les lignes générales de l'aggravation des contradictions du capitalisme et de la montée révolutionnaire sans précédent, la majorité tombe dans l'erreur méthodologique de transformer des tendances à des phénomènes en absolus, et à négliger les facteurs intermédiaires, les hauts et les bas... Erreur méthodologique car même si l'analyse à longue échéance reste correcte ceci n'exclut pas des changements peut-être temporaires ou limités mais dont il faut néanmoins tenir compte... Face à une situation concrète, le parti révolutionnaire doit être capable d'utiliser les moyens les plus appropriés pour faire avancer la lutte. Le parti doit être donc non seulement capable de faire face rapidement à un changement de la situation mais de prévoir ce changement et d'avoir la possibilité d'intervenir correctement.

Chercher à prédéterminer les formes contradictoires de la montée révolutionnaire en fonction d'une variante probable et tirer nos tâches de cette seule variante probable relève d'un schématisme, d'une rigidité et d'une simplification de la lutte de classes qui peuvent coûter cher au parti. Les conséquences de cette erreur méthodologique commise par la majorité s'est traduit dans la résolution Amérique-Latine de 69 par l'adoption d'une seule tactique pour une période indéfinie et pour tout le continent. En effet cette résolution se basait sur une seule éventualité, celle de la répression, la non probabilité d'apparition de régime réformiste ou de mouvement de masse. Ceci a désorienté nos sections, quand sous la pression du mouvement de masse, la bourgeoisie nationale a été amenée à ouvrir progressivement une période de semi-légalité, ensuite de légalité, accordant des concessions quitte à frapper plus tard le mouvement ouvrier quand le moment serait plus propice. Ne pas accorder aucune importance à ces périodes -ou phases- peut-être courtes, mais où la bourgeoisie est en recul face à une puissante montée révolutionnaire, c'est perdre les moments les plus propices et les opportunités les plus grandes

pour un parti révolutionnaire. Ne voir en Amérique-Latine, comme l'a fait la résolution de 69, que les limites de manoeuvre de la bourgeoisie nationale et la tendance générale de son recours aux coups d'états, ont précisément empêché nos sections de profiter d'opportunités sans pareilles pour construire et consolider un parti révolutionnaire, et de mieux faire face à la répression qui s'est abattue sur le mouvement ouvrier par la suite. Tirer nos tâches non pas en fonction des formes et thèmes de lutte auxquels nos sections ont à faire face, mais en fonction d'une prévision future probable est dangereux... même si cette prévision est correcte dans ses lignes générales. A cet égard l'expérience de l'entrisme suis-generis et les conclusions de Pablo basées sur la possibilité d'une 3eme guerre mondiale, doivent nous servir de leçons.

L'absence d'analyse scientifique des luttes dans les différents pays du continent latino-Américain, l'absence d'une orientation programmatique pour répondre pour répondre aux besoins objectifs des masses exprimés à travers les luttes paysannes et ouvrières, la sous estimation du poids du réformisme et les marges de manoeuvre des bourgeoisies nationales, ont condamné nos sections à un rôle marginal dans les explosions sociales.

Pour l'Europe, les questions sont plus complexes. Mais l'absence des éléments essentiels pour l'élaboration d'une orientation correcte de nos sections, l'adaptation aux préoccupations de l'avant-garde, posent lexx même type de problème que la résolution Amérique-Latine de 69. La formulation des tâches de toutes nos sections européennes en fonction uniquement des batailles décisives à venir est à la base du choix de notre tactique - qui n'en est pas une - gagner l'hégémonie au sein de l'avant garde à caractère de masse. On évacue le problème de la construction des partis révolutionnaires de masse, en assumant que si L'avant-garde large n'est pas max gagnée au marxisme révolutionnaire dans les 4 ou 5 ans à venir, les batailles décisives sont perdues. En même temps Germain nous explique que cet avant-garde est minoritaire au sein du mouvement ouvrier. Mais s'il est nécessaire de gagner l'avant-garde, il est d'autant plus nécessaire de le faire sur la base d'une orientation vers la classe ouvrière dans son ensemble.

Ancore une fois lier les mains de nos camarades européens avec une seule tactique fait abstraction totale des ~~XXXXXXXXXX~~ différentes formes que prend la lutte de classes en Europe. Le développement des luttes ~~des luttes~~ des minorités nationales (Irlande, Pays Basque), la radicalisation des secteurs de la classe, l'approfondissement de la radicalisation de la jeunesse (Grèce, Espagne, Angleterre, France, Belgique), la radicalisation des femmes, les luttes des travailleurs immigrés, L'utilisation croissante de la répression étatique et extra-légale, l'importance ~~XXXXXXXXXXXX~~ primordiale de défendre les mouvements révolutionnaires dans les pays coloniaux et néo-coloniaux posent toute une série de responsabilités politiques et exigent plusieurs tactiques face aux différents courants inorganisés qui composent L'avant-garde large hétérogène. Le document européen ne prévoit pas les différents phénomènes, et ne prévoit pas les ~~XXXXX~~ divers tactiques nécessaires pour y

Le 1er document révisé